



Prix de thèses de la Fondation Mattei Dogan décernés par l'AFSP

Lauréats 2015

► Etude de la société française

Thomas EHRHARD

Thomas Ehrhard a soutenu en 2014 une thèse de doctorat en science politique réalisée sous la direction de Hugues Portelli, devant un jury composé de Xavier Crettiez, Ilvo Diamanti, Michel Hastings, Sylvie Strudel et Jean-Michel De Waele. Intitulée « Le découpage électoral sous la Ve République, entre logiques partisanes et intérêts parlementaires », la thèse est consacrée à un objet, très peu étudié par la science politique en France et sujet à des idées préconçues, qu'il a été nécessaire de construire théoriquement et méthodologiquement. L'étude du découpage et ses multiples conséquences est réalisée selon deux axes. Le premier, relatif au processus, questionne le rôle et l'action du gouvernement face aux contraintes temporelles et formelles des découpages, avant d'en étudier les stratégies des acteurs. Le second examine l'*engineering* du découpage et ses multiples conséquences (« un homme, une voix », biais partisans, etc.) selon plusieurs échelles d'analyse. Grâce aux comparaisons, à un dialogue politiste intra-disciplinaire (études électorales, legislative studies, politiques publiques, institutionnalisme) et interdisciplinaire (géographie électorale, mathématiques) ainsi qu'à une pluralité de sources (littérature internationale, statistiques, cartographie, entretiens, débats parlementaires, etc.), la thèse démontre notamment que les logiques parlementaires des découpages prévalent sur les logiques partisanes, et que le découpage électoral n'est pas un facteur explicatif suffisant, autonome et déterminant des résultats électoraux. La vérification empirique montre aussi la relativité des conséquences des découpages. Si les changements de délimitations ne conduisent pas toujours aux effets escomptés, ils tendent à produire des conséquences structurelles sur la compétition électorale. La thèse interroge également la « mal-représentation », les inégalités masquées, ou encore les rétributions du non-agir en politique à travers l'absence de découpage électoral.



Thomas Ehrhard a reçu le Prix de thèse 2014 de l'Assemblée nationale. Il est membre du réseau de recherche FEEL et ses travaux actuels s'inscrivent dans le domaine des études électorales. Il poursuit ses recherches sur les systèmes électoraux et leurs réformes dans les perspectives des études internationales. Il a publié plusieurs articles sur ces objets et dirige, avec Ilvo Diamanti, une section thématique qui y est consacrée (Congrès AFSP 2015). Après avoir été doctorant contractuel puis ATER à l'université Paris II Panthéon-Assas, il y est actuellement chargé de cours et d'enseignement, ainsi qu'à l'université Paris 13 Paris-Nord. Il est aussi responsable, avec Hugues Portelli, d'un MOOC sur la plateforme France Université Numérique. Il prépare la publication de sa thèse aux Editions Classiques Garnier.

► Analyse comparée

Camille BEDOCK

Camille Bedock a soutenu en avril 2014 à l'Institut Universitaire Européen une thèse de doctorat en sciences politiques et sociales intitulée « Reforming Democracy : Institutional Engineering in Western Europe, 1990-2010 ». Dirigée par Peter Mair (†) puis conjointement par Sven Steinmo (IUE) et Nicolas Sauger (Sciences Po - CEE/LIEPP), le jury était composé de Sven Steinmo, Nicolas Sauger, Stefano Bartolini et Jean-Benoît Pilet. Cette thèse porte sur une question classique de science politique, celle des politiques d'ingénierie institutionnelle. Elle cherche à expliquer l'occurrence de réformes des institutions centrales des systèmes politiques en Europe de l'Ouest entre 1990 et 2010. Pour cela, elle mobilise des méthodes mixtes, combinant analyses statistiques et études de cas (en France, en Irlande et en Italie). L'innovation principale proposée par la thèse tient à l'étude de « grappes de réformes » (*bundles of reforms*), définies comme des réformes institutionnelles liées entre elles et associées à plusieurs dimensions de l'architecture institutionnelle. La thèse montre d'abord que les réformes de la démocratie, loin d'être des événements exceptionnels, sont fréquentes et tendent à rendre les institutions plus inclusives. La fréquence du recours aux réformes s'explique avant tout à long terme par le niveau de soutien politique et à court terme par des facteurs liés aux aléas électoraux (alternance, volatilité), remettant en perspective l'importance de la contrainte institutionnelle dans l'explication du recours aux réformes. Enfin, les études de cas permettent de faire émerger une typologie montrant que l'issue finale d'une réforme au sein d'une « grappe » dépend de la conjonction de la nature de la réforme (consensuelle ou conflictuelle) et du processus choisi pour la faire adopter (majoritaire, supermajoritaire ou externalisé).



Pendant sa thèse, Camille a été doctorante invitée à l'University College Dublin et au Centre d'études européennes de Sciences Po. Elle est depuis septembre 2014 ATER à l'Institut d'études politiques de Bordeaux, et chercheuse rattachée au Centre Emile Durkheim (Sciences Po Bordeaux) et associée au Laboratoire d'évaluation des Politiques Publiques (LIEPP) de Sciences Po Paris. Elle a notamment publié dans l'*European Political Science Review*, la *Revue française de science politique*, *Pôle Sud*, *French Politics* et la *Revue européenne des sciences sociales*. Ses recherches actuelles portent sur la question du lien entre réformes institutionnelles et niveau de soutien politique, interrogeant ainsi les fondements de la légitimité pour les citoyens ordinaires, et sur les recompositions de la démocratie qu'impliquent les réformes institutionnelles.

En savoir plus sur les
Prix de la Fondation Mattei Dogan
décernés par l'AFSP sur le www.afsp.msh-paris.fr

► Politiques publiques

Ulrike LEPONT

Ulrike Lepont a soutenu en décembre 2014, à l'Université Montpellier 1, une thèse de science politique réalisée sous la direction de William Genieys et intitulée « Façonner les politiques aux marges de l'Etat. Le rôle des experts dans les réformes de protection maladie aux Etats-Unis (1970-2010) ». Le jury était constitué de Henri Bergeron, Lawrence Brown, Patrick Hassenteufel, Gilles Massardier et Marc Smyrl.



Interrogeant les conditions de production et de diffusion des idées et des savoirs impliqués dans l'action publique américaine, cette thèse explore, à partir du cas des politiques de protection maladie, la place qu'occupent, dans le processus d'élaboration des politiques publiques à Washington, des acteurs souvent mentionnés mais jusqu'ici peu étudiés, à savoir les « experts » consultés par les décideurs américains pour formuler programmes et instruments de réforme, et qui naviguent entre les multiples centres d'expertise que constituent les think tanks, les fondations, les centres universitaires et, plus rarement, les cabinets de conseil. Articulant sociologie des élites, sociologie de l'expertise, sociologie des professions et sociologie des connaissances, la thèse montre la corrélation entre l'évolution des programmes de réforme – marquée par la convergence vers des systèmes basés sur le marché des assurances privées – et l'institutionnalisation d'un espace de l'expertise constitué autour d'un groupe professionnel qui s'autonomise et qui parvient progressivement à définir et contrôler la diffusion des savoirs et des positions clés sur les politiques de protection maladie, phénomène conduisant à la réduction des alternatives disponibles auprès des décideurs. La thèse met ainsi en avant l'importance d'intégrer une étude fine des transformations des espaces académiques et de l'expertise pour comprendre le changement dans l'analyse des politiques publiques. La mise au jour d'une infrastructure d'expertise publique hors des frontières administratives – alors qualifiée de « para-administration » – plaide également pour une reconceptualisation de l'Etat américain intégrant des acteurs situés aux périphéries de l'appareil bureaucratique central, démarche permettant de reconsidérer le débat sur la « faiblesse » de l'Etat américain. Elle montre aussi que, dans ce cas au moins, l'extériorité par rapport à l'Etat ne rend pas l'expertise publique nécessairement plus plurielle, ni plus indépendante de la demande et des contraintes politiques exercées par les décideurs ou les institutions étatiques.

Durant son doctorat, Ulrike Lepont a enseigné à la faculté de droit et de science politique de l'Université Montpellier 1 dans le cadre d'un contrat doctoral ainsi que d'un contrat d'ATER. Elle a participé à l'ANR OPERA dirigée par William Genieys sur les élites américaines et a effectué deux séjours de recherche aux Etats-Unis, comme visiting scholar à George Mason University (2010) et à l'APSA Centennial Center (2011). Depuis septembre 2014, elle est ATER à l'Université Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines.

► Etats et Nations dans un monde multipolaire

Sümbül KAYA

Sümbül Kaya a soutenu en 2013 à l'Université Panthéon-Sorbonne, une thèse de doctorat en science politique réalisée sous la direction de Gilles Dorransoro devant un jury composé de Marc Bessin, Hamit Bozarslan, Muriel Darmon, Michel Offerlé et Johanna Siméant. Intitulée « La production militaire du citoyen. Sociologie politique de la conscription », cette recherche questionne les mécanismes de socialisation étatique à partir de l'étude de cas de la conscription en Turquie. Elle apporte un éclairage nouveau sur les relations armée et société en mobilisant les théories de la socialisation qui lui permettent de concevoir l'expérience du service militaire comme un processus dynamique et surtout non unidimensionnel, au cours duquel les socialisations antérieures et les trajectoires des acteurs sont directement sollicitées pendant les apprentissages militaires. Son travail confirme que la socialisation qu'offre l'armée est plus efficace lorsqu'elle est congruente avec les socialisations antérieures des appelés. Tout en montrant la perméabilité entre les sphères civile et militaire, la thèse nuance l'hypothèse d'une militarisation/nationalisation de la société. En effet, le service militaire est analysé comme une socialisation secondaire dont les effets sont limités et différenciés. Plus qu'une socialisation définitive des corps à une nation homogène, la conscription est présentée comme un moment de réaffirmation et de légitimation de la nation en classes. Son travail constitue une contribution à l'étude de l'apprentissage de la citoyenneté, à l'analyse des formes de violences (légitime et illégitime) d'Etat, et à l'étude des institutions. Il apporte ainsi un éclairage sur la fabrique de l'Etat en croisant une approche par les institutions et une entrée « par le bas » et les processus de socialisation. Son travail rend également compte de l'engagement des conscrits dans les conflits armés en questionnant les phénomènes de socialisation à la violence entre Etats. Parallèlement à ses travaux de recherche, Sümbül Kaya a été ATER et chargée de cours à l'Université Lumière Lyon II. Elle a également occupé un poste d'assistante de recherche à l'EHESS (CETOBAC) dans le cadre du programme ANR « Ordonner et transiger : modalités de gouvernement et d'administration en Turquie et dans l'Empire ottoman, du XIXe siècle à nos jours ». Depuis 2014, elle est post-doctorante dans le cadre de l'ANR « Transfaire » : « Matières à transfaire. Espaces-temps d'une globalisation (post-) ottomane » (CETOBAC/EHESS/Collège de France), Programme Globalisation et Gouvernance, et elle travaille actuellement sur le transfert des normes via la dynamique de l'élargissement de l'Union européenne à la Turquie.

